

Les docteurs constituent des ressources rares et précieuses pour les économies et les sociétés du XXIème siècle, de sorte que les pays pleinement entrés dans l'économie de la connaissance se les arrachent sur le marché mondial des hautes compétences. Seule dans son cas, la France voit, au contraire, baisser leur participation à la population active et se détériorer leurs conditions d'embauche (fort chômage, faibles rémunérations et précarité des emplois). Il en résulte une désaffection croissante pour les formations à la recherche et une fuite accélérée des cerveaux qui menacent de tarir notre vivier de futurs innovateurs, experts, enseignants et chercheurs, et qui amorcent un cercle vicieux très inquiétant pour l'avenir de notre pays. **Comment comptez-vous renverser cette tendance ? Que proposez-vous pour revaloriser le statut professionnel, social et culturel des docteurs et le mettre au même niveau que dans les autres pays ?** Nous souhaiterions que vous répondiez à ces préoccupations qui dépassent de beaucoup nos problèmes d'avenir personnel, en les mettant en perspective des enjeux économiques et sociaux de notre pays.

Plus précisément :

- Que comptez vous faire pour convaincre les entreprises industrielles et de services, de toutes tailles, de miser sur la recherche et les docteurs ?
- Comment comptez-vous lever les blocages qui freinent l'irrigation par les docteurs de nos collectivités et administrations publiques ?
- Comment comptez-vous dynamiser en France la création et le développement des entreprises innovantes fondées sur des savoirs scientifiques ?
- Comment comptez-vous accélérer le développement des activités publiques et privées d'intermédiation entre recherche, économie et société (traduction et valorisation des savoirs scientifiques, conseil et expertise scientifique), afin que la France rattrape son retard ?
- Que comptez-vous faire pour décroiser notre enseignement supérieur, organisé en officines stérilement rivales (écoles contre universités, etc.), afin de renforcer les complémentarités existantes ?
- Quels outils de progression et de diversification des carrières des chercheurs et enseignants-chercheurs du public proposerez-vous, afin de passer d'une gestion administrative des personnels à un dispositif permettant le développement des talents dans leur diversité ?
- Comment comptez-vous assurer durablement le financement d'une telle politique de promotion des docteurs ? Quels moyens dégagerez-vous pour les mettre en position de devenir, dans leur diversité, des artisans parmi les plus efficaces du développement économique, social et environnemental de notre pays ?
- Les compétences des docteurs vous paraissent-elles utiles pour l'équipe gouvernementale que vous choisirez ? Pourquoi ?



## LA FRANCE DE TOUTES NOS FORCES

*La directrice de campagne*

Docteur Benoît Braïda  
Président de l'ANDES  
62 bis, rue Gay-Lussac  
75005 Paris

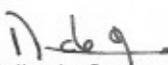
Paris, le 2 mars 2007

Monsieur le Président,

Vous avez souhaité attirer l'attention de François Bayrou sur la situation de jeunes chercheurs et je vous en remercie. Soyez assuré qu'il a pris connaissance de votre courrier avec le plus grand intérêt. Ce sujet est en effet décisif pour l'avenir de notre pays, désormais immergé dans un environnement mondial très exigeant.

Il m'a demandé de vous communiquer ses réponses aux questions que vous avez bien voulu lui poser, questions qui prolongent l'entretien que vous avez eu avec Anne-Marie Comparini.

Espérant qu'elles répondent à vos attentes, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

  
Marielle de Sarnez

### **1. Convaincre les entreprises de miser sur les chercheurs**

Chaque année, 10 000 chercheurs obtiennent leur thèse de doctorat et 3000 d'entre eux intègrent par concours un grand organisme public. Les autres, c'est-à-dire la majorité, tentent leur chance dans le privé avec les difficultés que l'on sait, avec l'expatriation d'un très grand nombre de jeunes docteurs vers des pays où l'excellence de la recherche française est mieux reconnue que chez nous ! Ce paradoxe est absurde et insupportable. Alors comment convaincre ? D'abord, changer le regard des entreprises sur le monde universitaire de la recherche. François Bayrou veut faire de la recherche l'une des voies privilégiées pour la sélection des élites dans notre pays, ce qui passera par un accord entre les universités et les grandes écoles, par la possibilité d'allers-retours entre les deux filières : continuer une formation aux grandes écoles par une thèse à l'université ou bien effectuer une année dans une grande école comme école d'application d'une formation doctorale. Il faut, ensuite, faciliter l'insertion professionnelle des jeunes docteurs avec des programmes de valorisation des compétences et de construction de projets professionnels. Du côté des entreprises, il y a plusieurs leviers. Il faut en particulier consolider et rationaliser les efforts en faveur des « jeunes pousses ». Et puis il y a le problème de la recherche privée qui est parmi la plus faible des pays développés. Enfin, il faut faciliter les projets communs entre la recherche et l'industrie, car, contrairement à d'autres pays, le monde économique profite très peu des avancées de la recherche et les partenariats fonctionnent mal entre les laboratoires publics et les entreprises.

### **2. Lever les blocages qui freinent l'irrigation par les docteurs de nos collectivités et administrations**

Il faut diversifier les recrutements au sein des administrations d'Etat et territoriales. Il suffit tout simplement d'ajouter le terme « docteur » dans les décrets définissant les conditions d'accès aux concours de la fonction publique. La diversité n'est pas l'ennemie de l'efficacité, bien au contraire ! Avec l'ENA, nous formons des généralistes mais la haute fonction publique a aussi besoin d'experts plus spécialisés, tout simplement parce que le monde et la société ont changé, sans parler des défis auxquels la France est confrontée.

### **3. Développement des entreprises innovantes**

Les entreprises innovantes sont le fer de lance de l'économie française dans le processus de mondialisation. C'est dire l'enjeu que nous avons à relever. J'ai évoqué plus haut les jeunes pousses. Je voudrais également souligner le fort potentiel des pôles de compétitivité dont la vocation est de mobiliser les capacités publique et privée d'innovation et de développer des synergies porteuses. Et puis il faut encourager la création et surtout le développement des entreprises issues de la recherche publique. Aujourd'hui les chercheurs sont encore peu sensibilisés à la création d'entreprise et ceux qui se lancent ne sont pas toujours bien armés. Il y a là, me semble-t-il un formidable gisement pour le développement des entreprises innovantes. Il faut donc généraliser les incubateurs, la pratique des réseaux de parrainages et favoriser l'augmentation des investisseurs providentiels. Je pense d'ailleurs que nous avons besoin de mettre au point un véritable statut du chercheur-entrepreneur. Dernière proposition, il faut encourager puissamment l'installation en France des chercheurs les plus performants, en exemptant d'impôt les revenus des brevets déposés par des chercheurs français ou résidents en France.

### **4. Intermédiation recherche économie**

Vous le soulignez vous-même, le dynamisme de l'économie américaine repose sur les métiers au carrefour de la science, de l'économie et de la société. Cette synergie, c'est tout simplement l'un des fondements de la société de la connaissance. Dans ce domaine d'avenir qu'est la médiation scientifique, notre retard est flagrant et frappe d'ailleurs toute l'Europe. L'interface entre le monde de l'entreprise et de la recherche reste à l'âge de pierre. Les ingénieurs recrutent des ingénieurs, et la

méconnaissance des atouts de la recherche par l'industrie fait le reste. La révolution passe par l'information et la sensibilisation. C'est une des missions que l'Etat doit s'assigner.

### **5. Décloisonnement enseignement supérieur**

Il y a une différence fondamentale entre la France et beaucoup de nos voisins : alors que chez eux, le parcours d'excellence normal des « élites » passe par le doctorat, celui-ci passe en France par les grandes écoles. Cette différence culturelle explique les moindres débouchés des docteurs dans notre pays, de même que la relative « inculture » de bien des responsables politiques ou économiques vis-à-vis de la recherche. Je propose donc de réintroduire dans les filières des grandes écoles l'esprit de recherche, ce qui aurait aussi pour conséquence un rapprochement avec les universités, et une revalorisation de la formation par la recherche. Il y a aussi le cloisonnement entre les universités et les grands organismes.

### **6. Diversification des carrières**

Nous devons mettre en place un plan pluriannuel de postes à créer dans l'université et dans la recherche car c'est ce couple-là qui donnera des pôles puissants. Cela passe par de vrais parcours diversifiés et évolutifs qui sont des composantes importantes de l'attractivité de la recherche : enseignement, recherche, valorisation, expertise, diffusion de la culture scientifique et technique, participation aux débats citoyens sur les techniques et leurs usages. Ils font aujourd'hui défaut et expliquent la grave désaffection des jeunes envers les filières scientifiques. Et puis il nous faut définir les axes de recherche fondamentale essentiels pour l'avenir de notre société. Un exemple : la France a une tradition d'excellence en physique théorique et en mathématiques. Il faut donc la conforter. Notre grand ennemi, c'est la rigidité de la gestion, les situations acquises. Dans notre système d'enseignement supérieur, il faut substituer à l'attribution des dotations mécaniques une allocation de moyens plus diversifiée et plus incitatrice, pour encourager les innovations plus que le statu quo.

### **7. Financement de la politique de promotion des docteurs**

Pour moi, la question centrale est celle des jeunes chercheurs. Il faut procéder à une réévaluation des grilles de salaire des chercheurs, pour rendre plus attractif le métier de chercheur. Je propose donc un pacte national et trans-partisan visant à l'augmentation régulière et sur le long terme du budget de la recherche, de l'ordre de 5% par an sur dix ans. Vous le savez, la réduction de la dette publique est pour moi une priorité absolue. Mais cette réduction ne veut pas dire diminution à l'aveugle de tous les budgets. Elle veut dire arbitrer en faveur de l'avenir, donc de la recherche, tout simplement parce que la France ne peut se contenter d'être un « pays d'imitation » à la remorque des autres. Pour juger de la responsabilité des dirigeants du pays, il faut regarder la place qu'ils accordent à la recherche et l'éducation.

### **8. Docteurs et équipes gouvernementales**

Ce que j'ai dit de l'administration vaut évidemment pour les équipes gouvernementales et pour les cabinets ministériels. Là encore, le conformisme de la pensée est notre pire ennemi. Pour bien gouverner, nous avons besoin de femmes et d'hommes à l'expérience croisée.